



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°021 /AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU 13 AOUT 2024 EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DES ORDINATEURS PAR LE FEICOM**

FINANCEMENT : Budget du FEICOM, Exercice 2024

LIGNE BUDGETAIRE : 22-23-00, «matériel informatique »

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

août 2024

| |
|-----------------|
| SOMMAIRE |
|-----------------|

Pièce n°1 : Avis d'Appel d'Offres

Pièce n°2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres – R.G.A.O

Pièce n°3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres – R.P.A.O

Pièce n°4: Cahier des Clauses Administratives Particulières – C.C.A.P.

Pièce n°5 : Descriptif de la Fourniture

Pièce n°6 : Cadre du bordereau des prix unitaires et des prix forfaitaires

Pièce n°7 : Cadre du Détail Estimatif

Pièce n°8 : Cadre du sous-détail des prix unitaires

Pièce n°9 : Modèle de marché

Pièce n°10 : Modèles des pièces à utiliser par les soumissionnaires

Pièce n°11 : Liste des banques et compagnies d'assurance agréées et habilitées par le MINFI à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics en 2024

Pièce N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°021 /AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU 13 AOUT 2024
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE DES ORDINATEURS AU FEICOM**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le but d'optimiser et d'améliorer la productivité et la qualité du travail de son Institution, Monsieur le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Maître d'ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert en vue de la fourniture des ordinateurs au FEICOM.

Les caractéristiques techniques desdits matériels sont spécifiées dans le Dossier d'Appel d'Offres.

2. Consistance des Prestations

Le présent marché consiste en la fourniture, le transport, la manutention, la mise en service des ordinateurs, à savoir : **90 Desktops all in one.**

3. Délai de livraison des équipements

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des équipements objet du présent Appel d'Offres est fixé à trente (30) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du Marché.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation **est de cent sept millions quatre cent mille (107.400.000) francs CFA TTC .**

5. Allotissement

Ce marché n'est pas alloti

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine et pouvant justifier d'une expérience minimale et continue de quatre (04) ans dans la fourniture du matériel informatique.

7. Financement

La prestation, objet du présent Appel d'Offres, est financée par le budget du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Exercice 2024, sur la ligne d'imputation budgétaire n° 22-23-00 « matériel informatique ».

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres physique peut être consulté aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé (Mimboman), BP : 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4^{ème}, Téléphone 222 235 164/Fax 222 23 17 59, porte 11, poste 217 dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne ou en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé (Mimboman), BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4^{ème}. Téléphone 222 235 164/ Fax 222 23 17 59, et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis sur présentation d'une quittance attestant le versement de la somme de cent mille (100.000) francs CFA non remboursable dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

10. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne ou hors ligne. Toutes fois lorsque les deux possibilités sont ouvertes le soumissionnaire ne peut utiliser à la fois le mode en ligne et le mode hors ligne.

11. Remise des Offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir sous pli fermé et scellé auprès du Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Mimboman, au plus tard le **12 septembre 2024 à 13 heures précises** et devra porter la mention suivante :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°021/AONO/FEICOM/CIPM/2024 EN PROCEDURE
D'URGENCE Du 13 AOÛT 2024 POUR LA FOURNITURE DES ORDINATEURS AU FEICOM
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **12 septembre 2024** à 13 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

12. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO dont le montant s'élève à **deux millions cent quarante huit mille (2 148 000) FCFA**, il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté en vigueur] et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de

soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). En cas de chèque-banque ou de chèque certifié, produit en lieu et place d'un cautionnement, celui-ci doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte du Maître d'Ouvrage. Ledit chèque doit être transmis à la CDEC par l'établissement financier dans un délai d'au moins sept (07) jours ouvrable avant la date d'ouverture des plis.

13. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Par ailleurs, les offres parvenues après les dates et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire, les parvenus postérieurement à la date et heure limites de dépôt, les plis non conformes au mode de soumission, les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'offres, le non respect du nombre d'exemplaire indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copie

14. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis, qui se fera en un temps aura lieu le **12 septembre 2024 à 14 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du FEICOM dans la salle de réunions de ladite Commission à l'ancien siège du FEICOM.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier sous peine de rejet.

15. Critères d'évaluation des Offres

15.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif incomplet ou non conforme 48 heures après l'ouverture des plis (*excepté le cautionnement de soumission*);
- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré acquitté à la main, à l'ouverture des plis ;
- Fausses déclarations, pièces falsifiées ou manœuvres frauduleuses;
- Non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture de l'Appel d'Offres ;
- Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- Non-conformité au modèle de soumission ;
- Absence d'une Garantie d'un an avec remplacement des pièces fournies par le prestataire lui-même ;
- Note technique inférieure à 75% de « **OUI** »
- Omission dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence des preuves d'acceptation des conditions du Marché, descriptif de la fourniture et du CCAP paraphés à chaque page signés et datés à la dernière page précédée de la mention « lu et accepté » avec cachet, nom et qualité du signataire ;
- Absence de la charte d'intégrité signée et datée ;

- Absence de l'engagement social et environnemental signé et daté ;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2 Critères essentiels :

- Présentation générale de l'offre ;
- Capacité financière égale ou supérieure au montant prévisionnel du marché ;
- Références dans les fournitures similaires ;
- Service après-vente (Disponibilité des pièces de rechange et main d'œuvre) ;
- Délai de livraison.

16. Durée de Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les critères de qualification techniques et financiers requis et dont l'offre évaluée est la moins disante. Ledit soumissionnaire ayant préalablement obtenu une note technique d'au moins 75% d'avis favorable « OUI » .

18. Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM :

Tél : (237) 222 235 164, Poste 217, porte 11.
BP : 718 YAOUNDE, FEICOM, Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4^{ème}
Fax : (237) 222 23 17 5.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO/MOD au numéro (237) 222 235 164

Fait à Yaoundé le, 12 août 2024

LE DIRECTEUR GENERAL,
Maître d'Ouvrage

Copies :

- ✓ MINMAP/ATCR ;
- ✓ ARMP pour insertion au JDM ;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/Archives.



SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

INTERNAL TENDERS BOARD

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No 021 /AONO/FEICOM/CIPM/2024 of 13 august 2024
EMERGENCY PROCEDURE FOR SUPPLYING OF COMPUTERS TO FEICOM**

1. Purpose of the Invitation to tender

The General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), Authority, hereby launches an Open National Invitation to tender for the purpose of supplying **of computers** to FEICOM

The technical characteristics of the said furniture shall be specified in this Tender Document.

2. Nature of services

The services concerned in this Contract shall consist in the supply **of computers** : 90 Desktop all in one.

3. Delivery deadlines of services

The maximum deadline provided by the Contracting Authority for the delivery of the services the purpose of this Invitation to tender shall be 30 days, with effect from the date of notification of the service order to start the execution of the contract.

4. Allotment

This is not allocated

5. Estimated cost

The estimated cost for these supplies shall be **CFA F CFA F one hundred and seven million, four hundred thousand (107 400 000) TI.**

6. Participation

Participation in the Quotation Request shall be open to national companies specialized in the field, capable of showing proof of a minimum and uninterrupted experience of three (03) years in the supply of the said equipment.

7. Funding

The services the purpose of this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), on the budget head "22-23-00" computer equipment, 2024 Financial Year.

8. Consultation of the Tender Document

The Tender Document may be consulted during working hours in the service in charge of contacts and supplies, located in the former Head Office of FEICOM at MIMBOMAN. Tel: (237) 222 235 164, Extension 217, Room 11. P.O.Box :718 YAOUNDE, FEICOM, Street 4.561, Fax : (237) 222 23 17 59.and the electronic version

on the platform COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> after the publication of this notice.

9. Acquisition of the Tender Document

The Tender Document may be obtained during working hours from the Contracts and Supplies Service, located in the former Head Office of FEICOM in Yaounde (Mimboman), P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.561, MIMBOMAN YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217 ; Room 11 ; Fax 222 23 17 59, upon the publication of this Notice on the presentation of a receipt attesting to the payment of the sum of CFA one hundred thousand (100, 000) non-refundable into the Special Account CAS – ARMP opened in BICEC Branches.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be subject to the payment of TF purchase fees.

10. Submission Method

The Submission Method selected for this consultation is on line or offline

11. Submission of Bids

Each bid drafted in English or in French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies labelled as such, shall reach in a closed envelope at the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department of FEICOM (Contracts and Supplies Service), located at Mimboman, latest on **12 september 2024 at 13 :00 p.m. prompt** and should be labelled as follows:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 021 /AONO/FEICOM/CIPM/2024 of 13 august 2024 FOR SUPPLYING COMPUTERS AND
INVESTERS TO FEICOM**

"To be opened only during the opening session»

For online submission, the offer must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than **12 september 2024 at 2 pm**. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the consultation references within the allotted time frame

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents which will pass through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents.
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

12. Provisional guarantee

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document No. 14 of the Tender File, of an amount of CFA 2 148 000 *[It is set at 2 % of the estimated amount, all taxes inclusive, of the contract in accordance with the Order in force]* and valid for thirty (30) days beyond the date of validity of bids. Failure to produce a bid bond issued by a first-rate banking institution or financial body authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance shall result in the bid being rejected. A bid bond not related to the consultation concerned shall be considered absent. No bid bond submitted by a bidder during the bid opening sessions shall be admissible. The bond must be accompanied by a consignment receipt issued by CDEC. In the case of a bank check or certified check, produce instead for a bond, said check must be transmitted to CDEC by the financial institution within at least seven working day before the tender opening date;

13. Admissibility of bids

Under the pain of rejection, the administrative documents required including the bid bond should absolutely be produced in originals or in certified true copies by the competent authority of the administrations concerned. They should be dated not more than three (03) months.

Bids reaching the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department (Contracts and Supply Service, Room) after the date and deadlines shall be inadmissible.

Any bid non-compliant with the prescriptions of the Invitation to tender shall be declared inadmissible and shall lead to the outright rejection of the same without any appeal whatsoever.

Each bid drafted in English or in French in seven (7) copies including one (1) original and six (6) copies labelled as such, should reach in a sealed envelope at the Financial Resources Mobilization, Expenditure and Accounting Department (Contracts and Supply Service), situated at FEICOM's Head Office in Yaounde (Mimboman), latest on **12 september 2024** at 13 :00 p.m. prompt and should be labelled:

« To be opened only during the opening session »

14. Opening of bids

Opening of bids, which shall be carried out in one phase, shall take place on **12 september 2024 at 14 :00 p.m.** prompt by the Internal Tenders Board of FEICOM in the Conference Room of the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department.

Only bidders may attend this opening session or be represented therein by a person of their choice duly mandated and having a perfect knowledge of the document. Under penalty of rejection

15. Evaluation criteria of technical bids

A. Eliminary criteria:

Bid Evaluation Criteria

15.1. Eliminary criteria

- Administrative file remaining incomplete or non compliant after 48-hour period from the opening of bids;
- Absence or non-compliance of the stamped bid bond hand-paid;
- False statements, falsified documents or fraudulent maneuver ;
- Non-compliance with the technical specifications of the tender supply ;
- Absence of prospectus together with the manufacturer's technical data sheets;
- Non-compliance with the tender model ;
- Absence of one year warranties on the proposed equipment;
- Omission of price list, of a quantified unit price;
- Technical rate less than **75%** as cumulative percentage of **"YES"**;
- Absence of test of acceptation of market conditions, description of the supply and CCAP initialed one each page signed and dated at the last page preceded with the mention "read and accepted" with the stamp the name and function of the signatory
- Omission from the price list of a quantified unit price Non-compliance with the offer file format
- Absence of the integrity charter signed et dated ;
- Absence of social and environment comitment signed et dated ;
- Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

15.2. Essential criteria:

- General presentation of the bid ;
- Financial capacity of an amount equall or superior to the amount;
- Reference in similar supplies ;
- After-sales service (Availability of spare parts and labour) ;

- Delivery time.

16. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed by the bids for ninety (90) days with effect from the date set out for the submission of bids.

17. Award

Awarding of supplies contract is made to the tenderer, having submitted an offer fulfilling the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated the lowest financially.

18. Technical support

To obtain technical assistance, in the event of a technical problem or related to the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm

19. Further information

Further information of technical nature may be obtained during working hours from the Contracts and Supplies Service of FEICOM:

Tel: (237) 222 23 51 64, Extension 217, Room 11; P. O. Box: 718 YAOUNDE, FEICOM, Street 4.561 MIMBOMAN YDE IV; Fax : (237) 222 23 17 59.

20. Fight against corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP on or the PO/DPO on

Done at Yaounde, the 13 august 2024

**THE GENERAL MANAGER,
AUTHORITY CONTRACTING**

Cc:

- ✓ MINMAP for report ;
- ✓ ARMP for insertion in the CJ;
- ✓ Chairperson ITB ;
- ✓ Billboard ;
- ✓ Records/Archives.

Pièce N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES – RGAO

Table des matières

| | |
|---|-------|
| A. Généralités | ..... |
| Article 1 ^{er} : Portée de la soumission | ..... |
| Article 2 : Financement | ..... |
| Article 3 : Fraude et corruption | ..... |
| Article 4 : Candidats admis à concourir | ..... |
| Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine | ..... |
| Article 6 : Qualification du Soumissionnaire | ..... |
| B. Dossier d'Appel d'Offres | ..... |
| Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres | ..... |
| Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours | ..... |
| Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres | ..... |
| C. Préparation des Offres | ..... |
| Article 10 : Frais de soumission | ..... |
| Article 11 : Langue de l'Offre | ..... |
| Article 12 : Documents constituant l'Offre | ..... |
| Article 13 : Prix de l'Offre | ..... |
| Article 14 : Monnaies de l'Offre | ..... |
| Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire | ..... |
| Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures | ..... |
| Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures | ..... |
| Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire | ..... |
| Article 19 : Caution de soumission | ..... |
| Article 20 : Délai de validité des Offres | ..... |
| Article 21 : Forme et signature de l'Offre | ..... |
| D. Dépôt des Offres | ..... |
| Article 22 : Cachetage et marquage des Offres | ..... |
| Article 23 : Date et heure limite de dépôt des Offres | ..... |
| Article 24 : Offres hors délai | ..... |
| Article 25 : Modification, substitution et retrait des Offres | ..... |
| E. Ouverture des plis et évaluation des Offres | ..... |
| Article 26 : Ouverture des plis et recours | ..... |
| Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure | ..... |
| Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité contractante | ..... |
| Article 29 : Conformité des offres | ..... |

| | |
|------------|---|
| Article 30 | : Evaluation de l'offre technique |
| Article 31 | : Qualification du soumissionnaire |
| Article 32 | : Correction des erreurs |
| Article 33 | : Conversion en une seule monnaie |
| Article 34 | : Évaluation des offres au plan financier |
| Article 35 | : Marge préférentiel |
| Article 36 | : Comparaison des offres |

F. Attribution du Marché

| | |
|------------|--|
| Article 37 | : Attribution |
| Article 38 | : Droit de l'Autorité contractante de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure |
| Article 39 | : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché |
| Article 40 | : Notification de l'attribution du marché |
| Article 41 | : Publication des résultats d'attribution du marché et recours |
| Article 42 | : Signature du marché |
| Article 43 | : Cautionnement définitif |

Règlement Général de l'Appel d'Offres

A/ Généralités

Article 1^{er} : Portée de la soumission

- 1.1. L'Autorité Contractante, définie, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un appel d'offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes brièvement définis dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif de la Fourniture ainsi que le Bordereau des Quantités.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Fournitures".

- 1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit livrer les Fournitures dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.
- 1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des fournitures objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

- 3.1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution des marchés.

En vertu de ce principe :

- a. Les définitions ci-après sont admises:
- i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
 - ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
 - iii. Sont considérées comme des « pratiques collusoires », toutes formes d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ; et
 - iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.
 - v. le 'conflit d'intérêt » est toute situation dans laquelle l'intérêt financier ou personnel d'un agent ou d'une entité publique est de nature à compromettre la transparence dans la passation des marchés publics.
- b. Toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent public, coupable de corruption, s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives ou encore en situation de conflit d'intérêt lors de l'attribution de ce marché.
- 3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

- 4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la

procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les fournisseurs, sous réserve des dispositions ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt.
 - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou
 - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.
 - iii. l'autorité contractante ou le maître d'ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics.
- c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
- d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'ouvrage. rédiger

Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

- 5.1. Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.
- 5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.
- 5.3. Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

- 6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :
 - a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
 - b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché. Fournir toutes les informations (ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré qualification demandée aux soumissionnaires afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché).

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;

- iv. Les litiges en cours ;
 - v. La disponibilité du matériel indispensable.
- 6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (cotraitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :
- a. L'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
 - b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
 - c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
 - d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage ou de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché ;
 - e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.
- 6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

- 7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO. Il comprend les documents énumérés ci-après :
- Pièce n°1 : L'Avis d'Appel d'Offres (AAO)
 - Pièce n°2 : Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)
 - Pièce n°3 : Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)
 - Pièce n°4 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
 - Pièce n°5 : Le Descriptif de la fourniture qui comprend :
 - La liste des fournitures et services connexes,
 - Les spécifications techniques.
 - Pièce n°6 : Le Cadre du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires
 - Pièce n°7 : Le cadre du détail estimatif
 - Pièce n°8 : Le cadre des sous-détails des prix unitaires et forfaitaires
 - Pièce n°9 : Le modèle de marché
 - Pièce n°10 : Les modèles des pièces à utiliser par les Soumissionnaires
 - Pièce n°11 : La liste des banques et compagnies d'assurance de 1er rang agréés par le Ministre des Finances autorisées à émettre des cautions
- 7.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

- 8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le dossier d'appel d'offres peut en faire

la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans les RPAO avec copie au Maître d'Ouvrage. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres

y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire potentiel qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Ministre chargé des Marchés Publics.

8.3. Le requérant adresse une copie de ladite requête à l'Autorité Contractante et à l'Organisme Chargé de la Régulation et au Président de la Commission.

8.4. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

9.1 L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'offres **ou via COLEPS** ; Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs à l'Autorité Contractante par écrit

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 10 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. L'Autorité Contractante/ le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 11 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 12 : Documents constituant l'offre

12.1. L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Enveloppe 1 : Dossier administratif

Il comprend :

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- s'est acquitté des frais du Dossier d'Appel d'Offres ;
- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;

- s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Enveloppe 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant la qualification des soumissionnaires et conformément aux articles 6.1 du RPAO et 18 du RGAO.

b.2. Méthodologie propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations ;

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les spécifications techniques

c. Enveloppe 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

- la soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- le bordereau des Prix Unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ;
- le Détails estimatif dûment rempli ;
- le Sous-détails des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

12.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

Article 13 : Prix de l'Offre

13.1. Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix et de sous-détail des prix fournis en annexe.

Le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de sous-détail des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :

- i. Le prix hors taxes des fournitures au niveau local.
 - ii. Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
 - iii. Le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.
- 13.2. Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Sauf disposition contraire du CCAP, Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.
- 13.3. Au cas où l'Appel d'Offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un lot spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Article 14 : Monnaies de l'Offre

Les prix seront libellés en francs CFA

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

- 16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.
- 16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures

- 17.1. Pour établir la conformité des fournitures et Services connexes au Dossier d'Appel d'Offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le Descriptif de la Fourniture.
- 17.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance les fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.
- 17.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.
- 17.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par (le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué) sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et

spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction de l'Autorité Contractante :

- a. Si le RPAO le stipule, que, dans le cas d'un Soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le fabricant de ces fournitures à les livrer au Cameroun ;
- b. Que le Soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;
- c. Que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Article 19 : Caution de soumission

19.1. En application de l'article 12 du RGAO, le Soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de Soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.

19.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par (la Commission des marchés compétente) comme non conforme. La Caution de Soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre

19.4. Les Cautions de Soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

19.5. La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

19.6. La caution de soumission peut être saisie :

a. Si le Soumissionnaire :

- i. Retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou ;
- ii. N'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 32 du RGAO ; ou

b. Si le Soumissionnaire retenu

- i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO, ou
- ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO.
- iii. Refuse de recevoir notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 20 : Délai de validité des offres

20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de

l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

- 20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un Soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.
- 20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, [les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative que l'Autorité-Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s). La demande de l'Autorité Contractante devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 21 : Forme, format et signature de l'offre

Pour la soumission hors ligne,

- 21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- 21.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photo-copies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- 21.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

Pour la soumission en ligne ,

- 21.4 L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.
- 21.5. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.
- 21.6 Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.
- 21.7. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

D. Dépôt des offres

Article 22 : Cachetage et marquage des Offres

- 22.1. Les offres produites en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies seront placées dans trois enveloppes distinctes comme suit :
- Enveloppe « A » Dossier administratif ;
 - Enveloppe « B » Offre Technique ;
 - Enveloppe « C » Offre Financière.
- Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure scellée, qui ne devraient donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.
- 22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :
- a. Seront adressées à l'Autorité Contractante/Maitre d'ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
 - b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".
- 22.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du RGAO.
- 22.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.
- 22.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratif, technique et financier.
- 22.6. Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).
- 22.7 Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.
- 22.8 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

- 23.1. Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- 23.2. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.
- 23.3 La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS font foi.
23. 4. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.

23.5 Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

Article 23 bis : Mode de soumission

Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 24 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heures limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 25 : Modification, substitution et retrait des Offres

Pour les soumissions hors ligne,

- 25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».
- 25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- 25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
- 25.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle peut entraîner la mobilisation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

Pour les soumissions en ligne,

- 24.5 Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.
- 24.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 26 : Ouverture des plis et recours

26.0 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

26.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister ou ceux qualifiés, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence. L'ouverture des plis en un temps est approprié lorsque les critères de qualification aisément applicables.

26.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de ou copie de sauvegarde Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente; laquelle sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre

si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

26.4 Les offres ou les copies de sauvegarde (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

26.5 Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

26.6 A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires, et une copies aux MINMAP pour les dossiers nécessitant son visa préalable.

26.7 En cas de recours, prévu par la réglementation en vigueur, doit être adressé à au Ministre Délégué à la Présidence chargé des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Chef de la structure auprès de laquelle est placée la commission concernée. avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ; Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés ;

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

26.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

- 27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés Publics.
- 27.2. Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité contractante

- 28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, ou via COLEPS mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 32 du RGAO.
- 28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29 : Conformité des offres

- 29.1. La Sous-commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 29.2. La sous-commission d'analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et

conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :

- a. Qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
- b. Qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'appel d'offres, les droits de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage ou leurs obligations au titre du Marché;
- c. Dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du dossier d'appel d'offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 30 : Evaluation de l'offre technique

30.1. La Sous-commission d'Analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

30.2. La Sous-commission d'Analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la commission de Passation des marchés d'écarter l'offre en question.

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-Commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 32 : Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'Analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire,

ledit montant sera réputé l'engager.

32.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 33 : conversion en une seule monnaie

33.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

33.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la BEAC, en vigueur à la date limite de dépôt des offres dans les conditions définies par le RPAO.

Article 34 : Evaluation des offres au plan financier

34.1. La Sous-commission d'Analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont il aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.

34.2. Pour cette évaluation, la Sous-commission d'Analyse prendra en compte les éléments ci-après :

a. Le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;

b. Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32 du RGAO ;

c. Les ajustements du prix imputables aux remises offertes en application de l'alinéa 13.4 du RGAO;

34.3. Pour évaluer le montant de l'offre, la Sous-Commission d'Analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Article 35 : Marge de préférence

Si cette disposition est mentionnée dans le RPAO, les entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

Article 36 : Comparaison des offres

La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de l'article 33 ci-dessus.

F. Attribution du Marché

Article 37 : Attribution

37.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

37.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots

à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.

- 37.3 Toute attribution des marchés de fournitures se fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires et présentant l'offre évaluée la moins disante ;

Article 38 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation du Ministre chargé des marchés publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 39 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

L'Autorité Contractante/ Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15 %, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiée dans le bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Article 40 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Article 41 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

- 41.1. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée notamment dans COLEPS..
- 41.2 l'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.
- 41.3. l'Autorité Contractante est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.
- 41.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- 41.5. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre chargé des Marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 42 : Signature du marché

- 42.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis au Maître d'ouvrage, pour signature, le cas échéant, au visa préalable du Ministre en Charge des Marchés Publics.

42.2. l'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché souscrit par l'attributaire et le cas échéant après le visa du Ministre en Charge des Marchés Publics.

42.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 43 : Cautionnement définitif

43.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante, le cocontractant fournira un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

43.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

43.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

43.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.

Pièce N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES – RPAO

| | |
|--------------------|--|
| Références du RPAO | Généralités |
| 1.1 | Définition des fournitures : il s'agit de la fourniture des ordinateurs: 90 Desktops all in one. Nom et adresse de l'Autorité Contractante : Le Directeur Général du FEICOM. BP. 718 Yaoundé Référence de l'Appel d'Offres : N° <u>021/AONO/FEICOM/CIPM/2024</u> du 13 août 2024 |
| 1.2. | Délai de livraison : 30 jours |
| 1.4. | Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Monsieur le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale en abrégé « FEICOM ». BP. 718 Yaoundé |
| 2.1 | Source de financement : BUDGET DU FEICOM, Exercice 2024, « 22-23-00, matériel informatique » |
| 4 | L'appel d'offres est ouvert: l'Appel d'Offres National Ouvert : N° 021 /AONO/FEICOM/CIPM/ 2024 pour la fourniture des ordinateurs au FEICOM. Sont admis à participer à la présente consultation, tous les candidats |
| 6.1 | La liste des documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire comprend les pièces prévues au point 12 du présent RPAO |
| 6.2 | En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet. Toutefois, les pièces telles que <i>l'attestation de domiciliation bancaire</i> (sauf cas de cotraitance conjointe), <i>la quittance d'achat</i> du DAO et le <i>cautionnement de soumission</i> prévues au point 12 du RPAO sont uniquement présentées par le mandataire du groupement |
| | G. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES |
| 9 | Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à au Service des Marchés et Approvisionnements, sis au siège du FEICOM à Yaoundé (Mimboman), BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4.561, sis à l'ancien site de la Direction Générale du FEICOM à MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Porte 11 ; Fax 222 23 17 59) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm . |
| | C- PREPARATION DES OFFRES |
| 11 | Langue de l'offre : Français ou anglais |
| 12.1 | La liste des documents sur la qualification visée à l'article 12 du RGAO devra être complétée et regroupée en trois volumes ou fichiers insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée, (En cas de soumission en ligne, le candidat devra produire sous pli scellé une clé USB ou CD/DVD contenant la copie de sauvegarde des trois volumes ci-après :) comme suit : |
| | <p>Enveloppe A - : dossier administratif</p> <p>Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> La déclaration d'intention de soumissionner datée, timbrée et signée (suivant le modèle joint); L'accord de groupement, le cas échéant, groupement notarié et solidaires ; Le pouvoir de signature, le cas échéant ; L'attestation de conformité fiscale timbrée délivrée par l'administration fiscale et datant de moins de trois mois ou établie postérieurement à la date de signature de l'AAO. L'attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger datant de moins de trois (3) mois à la date de remise des offres ou établie postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres ; L'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre des Finances du Cameroun (en cas de co-traitance conjointe chaque membre du groupement devra fournir l'attestation de domiciliation bancaire) La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant non remboursable de 90.000 francs CFA; Le cautionnement de soumission timbrée(suivant modèle joint) d'un montant de 2 148 000 FCFA, établi par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance |

agréée par le Ministère des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, acquitté à la main par l'émetteur valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres. Ledit cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC. En cas de chèque-banque ou de chèque certifié produit en lieu et place d'un cautionnement, ledit chèque doit être transmis à la CDEC par l'établissement financier dans un délai d'au moins sept (07) jours ouvrables avant la date d'ouverture des plis ;

- i. L'attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics portant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres;
- j. L'attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ;
- k. L'attestation d'immatriculation timbrée ;
- l. La copie légalisée de l'inscription de la société au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier ;
- m. Un plan de localisation signé sur l'honneur précisant la commune du lieu d'établissement, la dénomination du quartier et le lieu-dit timbré ;

En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces e, f, h étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.

Enveloppe B - : Offre technique

B.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO conformément aux formulaires de qualification à insérer par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. A titre indicatif, fournir :

- La preuve d'avoir déjà exécuté trois marchés dans le domaine du matériel informatique au cours des trois dernières années consécutives (2021, 2022, 2023), d'un montant cumulé de cent-cinquante millions (150 000 000), les coordonnées des responsables des projets ou des Maîtres d'Ouvrage ainsi que les documents justificatifs (copies des marchés ou lettres-commande première et dernière pages, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage, procès-verbal de réception, attestation de satisfecit);

B.2. propositions techniques

- a. Les Prospectus et fiches techniques correspondants comportant les caractéristiques techniques de la fourniture ;
- b. La conformité aux spécifications techniques.
- c. La Garantie d'un an ;
- d. Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange et de la main d'œuvre), attestation de disponibilité du personnel qui doit être un technicien possédant cinq années d'expérience dans le domaine de la maintenance informatique, CV signé et daté récent.
- e. le calendrier, le planning et le délai de livraison des fournitures ;; 30 jours

B.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché : descriptif de la fourniture et CCAP paraphés à chaque page, la dernière signée, datée et précédée de la mention « lu et approuvé » avec tampon, qualité et nom du signataire.

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les Spécifications Techniques (ST).

B.4 Le soumissionnaire remplira et souscrira les formulaires :

- La charte d'intégrité datée et signée ;
- La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée

B.5. Commentaires CCAP et Spécifications techniques (le cas échéant)

Le soumissionnaire devra joindre la note d'observation sur les spécifications techniques des fournitures, assortie d'éventuelles propositions.

| | |
|--|--|
| | <p>B.6 La Capacité financière supérieure ou égale au montant prévisionnel ; ;</p> <p>B-7 l'attestation de non abandon de marchés au cours des trois dernières années</p> <p><u>Enveloppe C. : Offre financière</u></p> <p>Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :</p> <p>C.1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;</p> <p>C.2. Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli datés et signés ;</p> <p>C.3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli daté et signé ;</p> <p>C.4. Le Sous-détail des prix unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires daté et signé ;</p> <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de caution de soumission.</p> <p>En cas de rabais ou de remise, le montant doit être précisé en chiffre et en lettre.</p> <p><i>NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</i></p> |
| Prix et monnaie de l'offre | |
| 13.2. | Les prix du marché <i>ne sont pas</i> révisables. |
| 14 | Monnaie du pays l'Autorité Contractante (monnaie nationale) : le Francs CFA |
| MODE DE SOUMISSION | |
| | Le mode de soumission est en ligne ou hors ligne |
| Préparation et dépôt des offres | |
| | <p>[Taille et format des fichiers :</p> <p>Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 MO pour l'Offre Administrative ; • 15 MO pour l'Offre Technique ; • 5 MO pour l'Offre Financière. <p>Les formats acceptés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Format PDF pour les documents textuels ; • JPEG pour les images. <p>Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]</p> |
| 18.1 | La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres. |
| 19.1 | Montant de la caution de soumission : 2 148 000 FCFA. |
| 20 | <p>Nombre de copies de l'Offre qui doivent être remplies et envoyées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la soumission hors ligne sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies. <i>Tenir compte de l'exemplaire à transmettre à l'organisme chargé de la régulation à l'issue de la séance d'ouverture des plis au plus tard 72 heures.</i> - Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis. |
| 21 | <p>Adresse de l'Autorité Contractante à utiliser pour l'envoi des offres : Le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale en abrégé « FEICOM »</p> <p>BP. 718, FEICOM rue 4.561, Mimboman YDE 4^{ème}</p> <p>Numéro de l'Appel d'Offres N° <u>021 /AONO/FEICOM/CIPM/2024</u> 13 août 2024</p> <p>[pour la soumission en ligne, elles seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS disponible à l'adresse http://www.marchespublics.cm ou http://www.publiccontracts.cm]</p> |

| | |
|-------|---|
| 21.6. | Date et heure limites de dépôt des offres : au plus tard le 12 septembre 2024 à 13 heures précises, heure local |
| 25.1. | Lieu, date et heure de l'ouverture des plis : le 12 septembre 2024 à 14 heures, heure local , à la Salle de réunion de la Commission Interne de passation des Marchés sise à l'ancien site de la Direction Générale au FEICOM |
| 25.2 | <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.</p> <p>Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valide au moment du dépôt de l'Offre dater de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.</p> <p>En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.</p> <p>Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission de Passation des Marchés,:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute offre produite en nombre insuffisant ou uniquement en copies pour la soumission physique, • Toute offre en noir sur blanc pour la soumission en ligne ; • - les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires, • les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt. • les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ; • les plis non-conformes au mode de soumission ; • Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO, • L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. ; • La Commission de Passation des Marchés établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, dont une copie sera remise à tous les soumissionnaires |
| 29 | <p>L'évaluation des offres se fera sur la base des critères d'évaluation des Offres</p> <p>Critères éliminatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dossier administratif incomplet ou non conforme 48 heures après l'ouverture des plis (<i>excepté le cautionnement de soumission</i>); ▪ Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis ; ▪ Fausses déclarations, pièces falsifiées ou manœuvres frauduleuses; ▪ Non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture de l'Appel d'Offres ; ▪ Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ; ▪ Non-conformité au modèle de soumission ; ▪ Absence d'une Garantie d'un an avec remplacement des pièces fournies par le prestataire lui-même ; ▪ Note technique inférieure à 75% de « OUI » ▪ Omission dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ; ▪ Non-respect du format de fichier des offres ; ▪ Absence des preuves d'acceptation des conditions du Marché, descriptif de la fourniture et du CCAP paraphés à chaque page signés et datés à la dernière page précédée de la mention « lu et accepté » avec cachet, nom et qualité du signataire ; absence de la charte d'intégrité signée et datée ; ▪ Absence de l'engagement social et environnemental signé et daté ; ▪ <u>Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.</u> |

| <p>Critères essentiels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Présentation générale de l'offre ; ■ Capacité financière égale ou supérieure au montant prévisionnel du marché ; ■ Références dans les fournitures similaires ; ■ Service après-vente (Disponibilité des pièces de rechange et main d'œuvre) ; ■ Délai de livraison. <p>Les soumissions par voie électronique seront évaluées après téléchargement dans les mêmes conditions que les offres physiques.</p> <p>Toute soumission n'ayant pas obtenu un pourcentage cumulé de 80% d'avis favorable « <i>OUI</i> » ne verra pas son offre financière examinée.</p> <p>Critères et Sous critères de l'évaluation détaillée</p> <p>1) Critères éliminatoires</p> <p>Les critères éliminatoires seront à titre indicatifs évalués en fonction des sous critères ci-après :</p> <p>1) Critères éliminatoires</p> <table> <tr> <th>N°</th><th>Rubrique</th><th>Oui/Non</th></tr> <tr> <td colspan="3">I- Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif</td></tr> <tr> <td>1</td><td>Dossier administratif incomplet ou non conforme 48 heures après l'ouverture des plis</td><td>Oui/Non</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis NB : Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.</td><td>Oui/Non</td></tr> <tr> <td colspan="3">II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique</td></tr> <tr> <td rowspan="6">3</td><td>Non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture de l'Appel d'Offres ;</td><td rowspan="6">Oui/Non</td></tr> <tr> <td>Spécifications techniques majeures des <i>Desktop ALL in One</i></td></tr> <tr> <td>SE : Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK)</td></tr> <tr> <td>Processeur Intel® Core™ i5-1235U (jusqu'à 4,4 GHz avec la technologie Intel® Turbo Boost, mémoire cache L3 12 Mo, 10 cœurs, 12 threads)</td></tr> <tr> <td>Mémoire 8 Go de mémoire RAM DDR4-3200 MHz</td></tr> <tr> <td>Disque SSD PCIe® NVMe™ M.2 512 Go</td></tr> <tr> <td rowspan="2"></td><td>Connectivité RTL8822CE 802.11a/b/g/n/ac (2x2) Wi-Fi® et Bluetooth® 5, LAN GbE 10/100/1000 intégré</td><td rowspan="2">Oui/Non</td></tr> <tr> <td>Écran Full HD d'une diagonale de 60,5 cm (23,8 pouces) (1920 x 1080), VA, micro-bords sur trois côtés, antireflet, 250 nits, 72 % NTSC</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant</td><td>Oui/Non</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Absence d'une Garantie d'un an avec remplacement des pièces fournies par le prestataire lui-même</td><td></td></tr> <tr> <td>6</td><td>Note technique inférieure à 75% de « <i>OUI</i> »</td><td></td></tr> <tr> <td colspan="3">III- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière</td><td>Oui/Non</td></tr> <tr> <td colspan="3">IV- Critères éliminatoires d'ordre général</td></tr> <tr> <td>8</td><td>Absence des preuves d'acceptation des conditions du Marché, descriptif de la fourniture et du CCAP paraphés à chaque page signés et datés à la dernière page précédée de la mention « lu et accepté » avec cachet, nom et qualité du signataire.</td><td>Oui/Non</td></tr> <tr> <td>9</td><td>Fausse déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces</td><td>Oui/Non</td></tr> </table> | | | N° | Rubrique | Oui/Non | I- Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif | | | 1 | Dossier administratif incomplet ou non conforme 48 heures après l'ouverture des plis | Oui/Non | 2 | Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis NB : Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. | Oui/Non | II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique | | | 3 | Non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture de l'Appel d'Offres ; | Oui/Non | Spécifications techniques majeures des <i>Desktop ALL in One</i> | SE : Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | Processeur Intel® Core™ i5-1235U (jusqu'à 4,4 GHz avec la technologie Intel® Turbo Boost, mémoire cache L3 12 Mo, 10 cœurs, 12 threads) | Mémoire 8 Go de mémoire RAM DDR4-3200 MHz | Disque SSD PCIe® NVMe™ M.2 512 Go | | Connectivité RTL8822CE 802.11a/b/g/n/ac (2x2) Wi-Fi® et Bluetooth® 5, LAN GbE 10/100/1000 intégré | Oui/Non | Écran Full HD d'une diagonale de 60,5 cm (23,8 pouces) (1920 x 1080), VA, micro-bords sur trois côtés, antireflet, 250 nits, 72 % NTSC | 4 | Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant | Oui/Non | 5 | Absence d'une Garantie d'un an avec remplacement des pièces fournies par le prestataire lui-même | | 6 | Note technique inférieure à 75% de « <i>OUI</i> » | | III- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière | | | 7 | Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière | Oui/Non | IV- Critères éliminatoires d'ordre général | | | 8 | Absence des preuves d'acceptation des conditions du Marché, descriptif de la fourniture et du CCAP paraphés à chaque page signés et datés à la dernière page précédée de la mention « lu et accepté » avec cachet, nom et qualité du signataire. | Oui/Non | 9 | Fausse déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces | Oui/Non |
|---|--|---------|----|----------|---------|--|--|--|---|--|---------|---|--|---------|--|--|--|---|---|---------|--|--|---|---|-----------------------------------|--|---|---------|--|---|---|---------|---|--|--|---|---|--|--|--|--|---|--|---------|---|--|--|---|--|---------|---|---|---------|
| N° | Rubrique | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I- Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | Dossier administratif incomplet ou non conforme 48 heures après l'ouverture des plis | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis NB : Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | Non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture de l'Appel d'Offres ; | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Spécifications techniques majeures des <i>Desktop ALL in One</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | SE : Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Processeur Intel® Core™ i5-1235U (jusqu'à 4,4 GHz avec la technologie Intel® Turbo Boost, mémoire cache L3 12 Mo, 10 cœurs, 12 threads) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Mémoire 8 Go de mémoire RAM DDR4-3200 MHz | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Disque SSD PCIe® NVMe™ M.2 512 Go | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Connectivité RTL8822CE 802.11a/b/g/n/ac (2x2) Wi-Fi® et Bluetooth® 5, LAN GbE 10/100/1000 intégré | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Écran Full HD d'une diagonale de 60,5 cm (23,8 pouces) (1920 x 1080), VA, micro-bords sur trois côtés, antireflet, 250 nits, 72 % NTSC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | Absence d'une Garantie d'un an avec remplacement des pièces fournies par le prestataire lui-même | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | Note technique inférieure à 75% de « <i>OUI</i> » | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| III- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IV- Critères éliminatoires d'ordre général | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | Absence des preuves d'acceptation des conditions du Marché, descriptif de la fourniture et du CCAP paraphés à chaque page signés et datés à la dernière page précédée de la mention « lu et accepté » avec cachet, nom et qualité du signataire. | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | Fausse déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces | Oui/Non | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | |
|-------|--|--|--|--------------|---------|
| | 10 | Non-conformité au modèle de soumission ; | | Oui/Non | |
| | 11 | Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne, le cas échéant. | | Oui/Non | |
| | 12 | Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, pour les offres soumises en ligne. le cas échéant | | Oui/Non | |
| | ▪ Critères essentiels | | | | |
| | N° | Critères | Sous-critères d'évaluation | Appréciation | |
| | 1 | Présentation générale de l'offre | Reliure aération et sommaire, Pagination et intercalaire avec couleur, Respect de l'ordre du DAO | Oui/Non | |
| | 2 | Capacité financière | Capacité Financière égale ou supérieure au montant prévisionnel | Oui/Non | |
| | 3 | Références dans les prestations similaires | Trois marchés dans le domaine du matériel informatique d'un montant cumulé supérieur ou égal à 150 000 000 (cent cinquante millions) au cours des trois dernières années (2021, 2022, 2023); | Marché 1 | Oui/Non |
| | | | | Marché 2 | Oui/Non |
| | | | | Marché 3 | Oui/Non |
| | 4 | Service après-vente sous période de garantie | Remplacement systématique du matériel constaté reformé sur une période d'un an | Oui/Non | |
| | | | Service après-vente disponible aux heures ouvrables et attestation de disponibilité du personnel qui doit être un technicien possédant cinq années d'expérience dans le domaine de la maintenance informatique, CV et copies des diplômes certifié, signés et datés. | Oui/Non | |
| | 5 | Délai de livraison | Délai < délai demandé (calendrier de livraison) | Oui/Non | |
| | Conversion en une seule monnaie | | | | |
| 31.1. | Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie : le franc CFA. | | | | |
| 31.2. | Source du taux de change : la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) Date du taux de change : <i>La date ne sera ni antérieure de plus de vingt-huit (28) jours à la date limite de dépôt des offres, ni postérieure à la date initiale d'expiration du délai de validité des offres.</i> | | | | |
| | Attribution du marché | | | | |
| 34.1 | Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les critères de qualification techniques et financiers requis et dont l'offre évaluée est la moins disante. Ledit soumissionnaire ayant préalablement obtenu une note technique d'au moins 80%d'avis favorable « OUI » . | | | | |
| 39 | Le soumissionnaire retenu produira pour l'ensemble des fournitures, un cautionnement définitif fixé à 3.5%du montant TTC prévu pour ce marché, Le cautionnement définitif devra être constitué dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché auprès d'un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministre des Finances. Le cautionnement définitif ne sera restitué qu'après la réception provisoire et remplacée par la retenue de garantie du taux de 5% du marché. | | | | |

| | |
|----|--|
| 40 | <p>Principes Ethiques</p> <p>Les Présidents et Membres de commission, les Soumissionnaires et les autres intervenants de la procédure doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante</p> <p>(i) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande, et</p> <p>(ii) est coupable de "corruption" quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents.</p> <p>(iii) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué. Les "Manœuvres frauduleuses" comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des cotations à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des avantages de cette dernière</p> |
|----|--|

GRILLE D'EVALUATION

| N° | Critères | Sous-critères d'évaluation | | Appréciation |
|----|--|--|----------|--------------|
| 1 | Présentation générale de l'offre | Reliure aération et sommaire, Pagination et intercalaire avec couleur, Respect de l'ordre du DAO | | Oui/Non |
| 2 | Capacité financière | Capacité Financière égale ou supérieure au montant prévisionnel | | Oui/Non |
| 3 | Références dans les prestations similaires | Trois marchés dans le domaine du matériel informatique d'un montant cumulé supérieur ou égal à 150 000 000 (cent cinquante millions) au cours des trois dernières années (2021, 2022, 2023); | Marché 1 | Oui/Non |
| | | | Marché 2 | Oui/Non |
| | | | Marché 3 | Oui/Non |
| 4 | Service après-vente sous période de garantie | Remplacement systématique du matériel constaté reformé sur une période d'un an | | Oui/Non |
| | | Service après-vente disponible aux heures ouvrables et attestation de disponibilité du personnel qui doit être un technicien possédant cinq années d'expérience dans le domaine de la maintenance informatique, CV et copies des diplômes certifié, signés et datés. | | Oui/Non |
| 5 | Délai de livraison | Délai < délai demandé (calendrier de livraison) | | Oui/Non |

Pièce N°4 :

*CAHIER DE CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES -
C.C.A.P*

Chapitre I: Généralités

| | |
|-------------------------|---|
| Article 1 ^{er} | : Objet du Marché. |
| Article 2 | : Procédure de Passation du Marché |
| Article 3 | : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété). |
| Article 4 | : Langue, loi et réglementation applicables |
| Article 5 | : Normes (CCAG Article 3 Complété). |
| Article 6 | : Pièces constitutives du Marché (CCAG Article 9) |
| Article 7 | : Textes généraux applicables |
| Article 8 | : Communication (CCAG Article 6 complété) |
| Article 9 | : Ordres de service (CCAG Article 8). |
| Article 10 | : Matériel et personnel du fournisseur. |

Chapitre II: Clauses Financières

| | |
|------------|---|
| Article 11 | : Garanties et cautions (CCAG Articles 21 et 40) |
| Article 12 | : Montant du marché |
| Article 13 | : Lieu et mode de paiement (CCAG complété) |
| Article 14 | : Variation des prix (CCAG Article 17) |
| Article 15 | : Formules de révision des prix (CCAG Article 18) |
| Article 16 | : Formules d'actualisation des prix (CCAG Article 18) |
| Article 17 | : Avances (CCAG Article 21) |
| Article 18 | : Paiement (CCAG Article 19 complété) |
| Article 19 | : Intérêts moratoires (CCAG Article 20) |
| Article 20 | : Pénalités de retard (CCAG Article 34 complété) |
| Article 21 | : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 10) |
| Article 22 | : Timbres et enregistrement des Marchés (CCAG Article 11) |

Chapitre III: Exécution des prestations.

| | |
|------------|---|
| Article 23 | : Brevet (CCAG complété).. |
| Article 24 | : Lieu et délai de livraison (CCAG Articles 31et 33.1).. |
| Article 25 | : Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG complété). |
| Article 26 | : Transport et assurances (CCAG Article 31). |
| Article 27 | : Essais et Services Connexes (CCAG Article 28) |
| Article 28 | : Service après-vente et consommables (CCAG Article 14). |

Chapitre IV: Réception.

| | |
|------------|---|
| Article 29 | : Documents à fournir avant la réception technique: (CCAG Article 41 Complété). . . . |
| Article 30 | : Réception provisoire (CCAG Articles 40 et 41). |
| Article 31 | : Documents à fournir avant la Réception provisoire..... |
| Article 32 | : Délai de garantie (CCAG Article 40 complété) |
| Article 33 | : Réception définitive (CCAG Article 48) |

Chapitre V: Dispositions diverses.

| | |
|--------------------------|---|
| Article 34 | : Résiliation du marché (CCAG Article 57) |
| Article 35 | : Cas de force majeure (CCAG Article 56) |
| Article 36 | : Différends et litiges (CCAG Article 61). |
| Article 37 | : Edition et diffusion du présent Marché |
| Article 38 et dernier | : Entrée en vigueur du Marché. |

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1^{ER} : Objet du Marché

1.1-Objet du marché :

Le présent marché a pour objet la fourniture des ordinateurs au FEICOM suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques du présent Dossier d'Appel d'offres et les quantités définies dans le devis estimatif.

1.2-Consistance de la prestation :

La prestation du présent marché consiste en la fourniture des ordinateurs au FEICOM, sous l'entière responsabilité du Cocontractant. La consistance de la prestation est la suivante : 90 Desktop all in one.

Article 2 : Procédure de Passation du Marché

Le marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert.

Article 3 : Définitions et Attributions

3.1 Définitions générales :

- L'Autorité Contractante est le Directeur Général du FEICOM. A ce titre , il passe le marché, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies au Ministre en charge des Marchés Publics et à l'Organisme de Régulation.
- L'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la réalisation des travaux est le Ministre en charge des Marchés Publics
- Le Maître d'Ouvrage est le Directeur Général du FEICOM. Il représente l'Administration bénéficiaire des prestations ;
- Le Chef de Service du Marché est le Directeur de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (DMRFDC) du FEICOM ;
- L'Ingénieur du Marché est le Chef de la Cellule des Systèmes de l'Information du FEICOM.
- Le Fournisseur est le Cocontractant.

3.2. Nantissement

Le présent marché, conclu conformément aux dispositions du Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics, peut être donné en nantissement sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement des paiements est le Directeur Général du FEICOM ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le Directeur Général du FEICOM
- Le Responsable chargé du paiement est l'Agent Comptable du FEICOM ;
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché est le Chef Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM ;

Article 4 : Langue, Lois et Règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le Français et/ou l'Anglais.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

- 5.1 Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les spécifications Techniques et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par

l'autorité compétente.

- 5.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations du présent marché en prenant en considération la technologie la plus récente.

Article 6 : Pièces Contractuelles Constitutives du Marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité énumérées comme suit :

1. la lettre de soumission du prestataire ou l'acte d'engagement ;
2. la soumission du fournisseur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Spécifications techniques ci-dessous visés ;
3. le Cahier de Clauses Administratives Particulières ;
4. les Spécifications techniques (ST) et/ou le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
5. les éléments propres à la détermination du montant du marché tels que par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires, l'état des prix forfaitaires le détail ou le devis estimatif, la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous détail des prix unitaires ;
6. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures mis en vigueur par l'arrêté N°033/CAB/PM du 13 février 2007 ;

Article 7 : Textes Généraux applicables au présent Marché

Le présent Marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. l'Acte Uniforme OHADA portant sur le Droit Commercial Général et à toutes les dispositions des textes législatifs et réglementaires non contraires ;
2. La Loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut Général des Etablissements Publics ;
3. Le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) modifié et complété par le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 ;
4. Les dispositions du Décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
5. Le Décret 2005/5155/PM du 30 novembre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale pour la régulation des marchés publics ;
6. Le Décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
7. L'Arrêté n° 33 /CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur les cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics ;
8. Arrêté N°93/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du Dossier d'Appel d'Offres ;
9. La Circulaire n° 00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
10. Circulaire N°00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2024.
11. Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024

Article 8: Communication

- 8.1. Toutes communications au titre du présent Marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après: « Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (**Service des Marchés et Approvisionnements**) du FEICOM : Tél. (237) 222 235 164/Fax : (237) 22 23 17 59/Poste 217 BP. 718 YAOUNDE »
- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire, Madame/Monsieur le Directeur de..... ;
passé le délai de 15 jours fixés à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au maître d'ouvrage et au chef de services son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie d'Arrondissement de Yaoundé IV, lieu dont relèvent les Prestations.
 - b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire, Monsieur le Directeur Général du FEICOM, avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, au maître d'œuvre, à l'ingénieur, le cas échéant.
 - c. Dans le cas où l'Autorité Contractante est le destinataire : Monsieur le Directeur Général du FEICOM avec copie adressée dans les mêmes délais, au chef service, à l'ingénieur, au Maître d'œuvre, au cas échéant.
- 8.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage, avec copie au Chef de Service.

Article 9: Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1. L'ordre de service de livrer les fournitures, est signé par l'Autorité Contractante/Maitre d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur, au Maître d'œuvre (le cas échéant) et à l'Organisme Payeur.
- 9.2. Sur proposition du Chef Service du Marché, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés et notifiés par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché.
- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur ou le Maître d'œuvre(le cas échéant).
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant, avec copie au Chef de service, à l'Ingénieur et au Maître d'œuvre.
- 9.5 les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par Maitre d'Ouvrage sur proposition du Chef de Service après avis de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant.

Article 10: Matériel et personnel du Fournisseur

- 10.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le fournisseur le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.
- 10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage, dans les dix (10) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Le Maître d'Ouvrage disposera de cinq (05) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 34 ci-dessous ou l'application de pénalités.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

Article 11 : Garanties et Cautions

Le cautionnement définitif est fixé à 3.5% du montant TTC prévu pour ce marché.

Il est constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement sera restitué ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire et remplacée par la retenue de garantie du taux de 10%.

Article 12 : Montant du Marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de (En chiffres) francs CFA toutes taxes comprises(TTC) soit :

- Montant TVA : Francs CFA ;
- Montant de la TVA : Francs CFA ;
- Net à percevoir= HTVA-(TSR et/ou AIR).

Article 13 : Lieu et Mode de Paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement dans le compte n° _____ ouvert au nom du fournisseur à la banque _____.

Article 14 : Variation des Prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 15 : Formules de révision des prix

Non applicable

Article 16 : Formules d'actualisation des prix

Non applicable

Article 17 : Avances

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas une avance de démarrage sur ce Marché.

Article 18 : Paiement

16.1. Le paiement du présent marché se fera sur présentation d'une facture en six (06) exemplaires dont un original timbré accompagné du dossier fiscal complet de la société adjudicataire. Au préalable, la facture devra revêtir le visa du MINMAP.

16.2. Les paiements seront effectués par virement au compte bancaire de la société adjudicataire du marché ouvert dans les livres _____ sous le n° _____.

Article 19 : Intérêts Moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont dus conformément à l'article 168 du Décret n°2018/366 du 20 JUIN 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 20 : Pénalités

A-Pénalités de retard

20.1. Primes

- Aucune prime ne sera versée en cas de livraison avant délai.

20.2. Pénalités

A défaut pour le Cocontractant de terminer les livraisons dans le délai contractuel, il sera appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire versée à l'ARMP à :

- 1/2000^{ème} du montant global du marché de base et de ses avenants éventuels du 1^{er} au 30^{ème} jour ;
- 1/1000^{ème} au-delà du 30^{ème} jour du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

20.3. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

B-Pénalités Spécifiques

Le montant cumulé des pénalités spécifiques est limité à cinq pour cent (5%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

20.4. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- La remise tardive du cautionnement définitif.

Article 21 : Régime Fiscal et Douanier

Conformément au Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 qui définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics, la fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux y compris l'AIR qui constitue un précompte de l'impôt sur les sociétés ;

Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché ;

Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du Code des Impôts.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Article 22 : Timbres et Enregistrement des Marchés

Sept (07) exemplaires originaux du Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant conformément à la réglementation en vigueur, puis cinq (05) exemplaires originaux déposés au FEICOM à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine (Service des Marchés et Approvisionnements).

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 23: Brevet

Le Cocontractant garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 24: Lieu et Délai de livraison

22.1. La livraison des fournitures se fera à la Direction Générale du FEICOM sise à MIMBOMAN - YAOUNDE.

22.2. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Appel d'Offres est de trente (30) jours

22.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

Article 5: Rôles et responsabilités du fournisseur

Le Cocontractant a pour mission d'assurer la fourniture des équipements tels que décrits dans la pièce dans le présent Dossier d'Appel d'Offres suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques du présent Dossier d'Appel d'Offres sous le contrôle de l'Ingénieur du marché et conformément aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

Article 26: Transport et assurances

24.1. Emballage pour le transport

Le Cocontractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le Cocontractant doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

24.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Cocontractant.

Article 27 : Service après-vente et consommables

Le Cocontractant devra mettre à la disposition du FEICOM pendant une période d'un an un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement du matériel qu'il a fourni et un stock suffisant de pièces de rechange.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 28 : Documents à fournir avant la réception technique

Le Cocontractant devra dans un délai de 10 jours au moins avant la réception, transmettre les

documents suivants :

- La copie de la facture décrivant les fournitures, indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
- La notification de la livraison ;

Article 29 : Commission de réception

- La réception des prestations sera faite par la Commission de réception en présence du Représentant du MINMAP (Observateur) et du Cocontractant composé ainsi qu'il suit :

Président : le Directeur Général du FEICOM ou son représentant ;

Rapporteur : le Chef de la Cellule des Systèmes de l'Information ;

Membres :

- Le Directeur de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité du FEICOM ou son représentant ;
- Le Sous-Directeur du Patrimoine et des Moyens Généraux du FEICOM ;
- Le Sous-Directeur des Approvisionnements et des Stocks du FEICOM ;
- Le Chef de services des Marchés et Approvisionnements du FEICOM ;
- Le Chef de service de la Comptabilité-Matières du FEICOM.

Article 30 : Réception provisoire

28.1 La réception des fournitures, objet du présent marché sera effectuée au lieu de livraison indiqué ci-dessus en présence du prestataire.

28.2 Pour éviter toute contestation, le prestataire demandera cette réception par lettre avec accusé de réception, adressée au Directeur Général du FEICOM avant la date à laquelle il estime terminer les livraisons.

28.3 Il sera rédigé un procès-verbal de réception provisoire signé de tous les membres.

Article 31 : Documents à fournir avant la Réception provisoire

Non applicable

Article 32 : Délai de garantie

La durée de garantie est **d'un (01) an** à compter de la date de réception provisoire des matériels.

Article 33 : Réception définitive

La réception définitive s'effectuera dans un délai de maximal de 15 jours à compter de l'expiration du délai de garantie. La procédure est la même que celle de la réception provisoire. La réception définitive marque la fin du marché et libère le cocontractant et le maître d'ouvrage de leurs obligations.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34 : Résiliation du Marché

Le Marché peut être résilié comme prévu par les dispositions du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

1. Retard de plus de dix (10) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de dix (10) jours calendaires ;
2. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
3. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
4. Défaillance du fournisseur ;
 - non-paiement persistant des prestations

Article 35: Cas de force majeure

Le cas de force majeure sera évoqué conformément à la disposition du Code des marchés Publics y relative et à l'article 56 du CCAG applicable aux Marchés Publics de Fournitures.

Article 36: Différends et Litiges

Les parties conviennent que les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché relèvent des juridictions compétentes.

Toutefois, il sera recherché au préalable un règlement amiable des différends éventuels.

Article 37 : Edition et Diffusion du présent Marché

Sept (07) exemplaires du présent marché seront édités par les soins des Services du Maître d'ouvrage et fournis au cocontractant.

Article 38 dernier: Entrée en Vigueur du Marché

Le présent marché ne deviendra valide qu'après sa signature par le Directeur Général du FEICOM et entrera en vigueur dès sa notification au prestataire.

Pièce N°5 : DESCRIPTIF DE LA FOURNITURE

SOMMAIRE

| | |
|-------------|-----------------------------|
| Article 1 : | Objet du Marché |
| Article 2 : | Consistance des prestations |
| Article 3 : | Transport |
| Article 4 : | Lieu et délai de livraison |
| Article 5 : | Réception des prestations |
| Article 6 : | Spécifications techniques |

1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison

| No. | Description des Fournitures | Quantité (Nombre d'unités) | Unité | Site (projet) ou Destination finale comme indiqués au RPAO | Date de livraison (selon les Incoterms) | | |
|-----|--|-------------------------------|------------|--|---|--------------------------------------|--|
| | | | | | Date de livraison au plus tôt | Date de livraison au plus tard | Date de livraison offerte par le Soumissionnaire [à indiquer par le Soumissionnaire] |
| 01 | <i>Desktop ALL in One</i> -OS : Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) -Stockage : Disque SSD PCIe® NVMe™ M.2 512 Go -Processeur : Processeur Intel® Core™ i5-1235U (jusqu'à 4,4 GHz avec la technologie Intel® Turbo Boost, mémoire cache L3 12 Mo, 10 cœurs, 12 threads) -RAM : 8 Go de mémoire RAM DDR4-3200 MHz - Connectivité : Realtek RTL8822CE 802.11a/b/g/n/ac (2x2) Wi-Fi® et Bluetooth® 5, LAN GbE 10/100/1000 intégré. -Ecran : Écran Full HD d'une diagonale de 60,5 cm (23,8 pouces) (1920 x 1080), VA, micro-bords sur trois côtés, antireflet, 250 nits, 72 % NTSC | 90 | ALL in One | La Direction Général du FEICOM sis à Mimboman | Le..... | Le | [insérer la date offerte par le Soumissionnaire] |

Article 1^{er} : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent Appel d'Offres a pour objet la fourniture des ordinateurs desktop All In One au FEICOM suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques du présent Dossier d'Appel d'Offres tels que décrits dans le devis technique, sous le contrôle de l'Ingénieur du marché et conformément aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

Article 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La prestation consiste en la fourniture des ordinateurs : **90 Desktop all in one.**

Le transport du matériel est assuré par le prestataire jusqu'au lieu de livraison. Les risques de toute nature liés à cette opération sont couverts par lui.

Le prestataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les matériels soient protégés par un emballage soigné et approprié au mode de transport choisi. Tout exemplaire jugé avarié lors de la livraison devra être remplacé à ses frais.

Article 4 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

4-1. Lieu de livraison

Le lieu de livraison des fournitures objets du présent Marché est la Direction Générale du FEICOM, sise à MIMBOMAN-YAOUNDE.

4-2. Délai de livraison

Le délai maximum de livraison de la prestation est fixé à Trente (30) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

Le prestataire pourra proposer, dans son offre, un calendrier de livraison entrant dans le délai indiqué ci-dessus.

Article 5 : RECEPTION DE LA PRESTATION

5-1. Lieu de la réception

Le lieu de réception des prestations objets du présent Marché est la Direction Générale du FEICOM, sise à MIMBOMAN-YAOUNDE.

5-2. Attribution de la commission de réception

La Commission de Réception vérifiera que les fournitures livrées sont conformes aux prescriptions du présent Dossier d’ Appel d’Offres et décidera s’il y a lieu ou non de prononcer la réception.

En cas de conformité des fournitures, la Commission prononcera la réception. Il sera alors dressé un procès-verbal de réception signé par les membres de la Commission de réception et par le prestataire.

En cas de non-conformité des fournitures, le prestataire sera invité à remplacer les matériels incriminés. Un procès-verbal sanctionnant la non-conformité sera dressé et signé par tous les membres de la Commission et par le prestataire.

En tout état de cause, dans le cas d'espèce, le contrat est régi par le chapitre III du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés des fournitures et services passés au nom de l'Etat.

Article 6 – DESIGNATION ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS

6-1. Désignation des fournitures

1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison

[Le Maître d’Ouvrage remplit ce tableau, à l’exception de la colonne « Date de livraison offerte par le Soumissionnaire » qui est remplie par le Soumissionnaire. La liste des articles doit être identique à celle qui apparaît au bordereau des prix]

| Article No. | Description des Fournitures | Quantité (Nombre d’unités) | Unité | Site (projet) ou Destination finale comme indiqués au RPAO | Date de livraison (selon les Incoterms) | | |
|-------------|--|--|------------------------------|--|---|--------------------------------|--|
| | | | | | Date de livraison au plus tôt | Date de livraison au plus tard | Date de livraison offerte par le Soumissionnaire [à indiquer par le Soumissionnaire] |
| | [Insérer la description des Fournitures] | [insérer la quantité des articles à fournir] | [insérer l’unité de mesure] | [insérer le lieu de livraison finale, selon les DPAO] | [insérer la date] | [insérer la date] | [insérer la date offerte par le Soumissionnaire] |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

| N° | Libellé | Caractéristiques | | Quantité | P.U HT | Total HT (en FCFA) |
|--|--------------------|------------------|--|----------|--------|--------------------|
| 1 | Desktop ALL in One | OS | Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | 90 | | |
| | | Stockage | Disque SSD PCIe® NVMe™ M.2 512 Go | | | |
| | | Processeur | Intel® Core™ i5-1235U (jusqu’à 4,4 GHz avec la technologie Intel® Turbo Boost, mémoire cache L3 12 Mo, 10 cœurs, 12 threads) | | | |
| | | RAM | 8 Go de mémoire RAM DDR4-3200 MHz | | | |
| | | Connectivité | Realtek RTL8822CE 802.11a/b/g/n/ac (2x2) Wi-Fi® et Bluetooth® 5, LAN GbE 10/100/1000 intégré. | | | |
| | | Ecran | Écran Full HD d’une diagonale de 60,5 cm (23,8 pouces) (1920 x 1080), VA, micro-bords sur trois côtés, antireflet, 250 nits, 72 % NTSC | | | |
| Total | | | | | | |
| Toutes les alimentation devront être aux normes UE, de plus les systèmes d'exploitations fournis doivent exclusivement être ceux spécifiés dans les TDR, le contractant devra les installer à la livraison du matériel | | | | | | |

Ces spécifications techniques ci-dessus constituent un minimum dont la non-conformité entraînera l'élimination de l'offre en cause.

Article 7 : Capacité Financière

Le soumissionnaire devra fournir les documents prouvant qu'il possède une capacité financière suffisante pour réaliser les prestations objets du présent Appel d'Offres. A cet effet, l'offre présentée devra produire :

Une attestation de surface financière équivalente ou supérieure au montant TTC de chaque lot et délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre des Finances.

Article 8 : Garantie du Matériel

Le délai de garantie est fixé à (01) un an à compter de la réception des fournitures.

*Pièce N°6 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES ET
FORFAITAIRES*

| N° | Libellé | Caractéristiques | | Quantité | P.U HT en chiffre | P.U HT en lettre |
|----|--------------------|------------------|--|----------|-------------------|------------------|
| 1 | Desktop ALL in One | OS | Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | 90 | | |
| | | Stockage | Disque SSD PCIe® NVMe™ M.2 512 Go | | | |
| | | Processeur | Intel® Core™ i5-1235U (jusqu'à 4,4 GHz avec la technologie Intel® Turbo Boost, mémoire cache L3 12 Mo, 10 cœurs, 12 threads) | | | |
| | | RAM | 8 Go de mémoire RAM DDR4-3200 MHz | | | |
| | | Connectivité | Realtek RTL8822CE 802.11a/b/g/n/ac (2x2) Wi-Fi® et Bluetooth® 5, LAN GbE 10/100/1000 intégré. | | | |
| | | Ecran | Écran Full HD d'une diagonale de 60,5 cm (23,8 pouces) (1920 x 1080), VA, micro-bords sur trois côtés, antireflet, 250 nits, 72 % NTSC | | | |

Pièce N°7 : CADRE DU DETAIL ESTIMATIF

| N° | Libellé | Caractéristiques | | Quantité | P.U HT | Total HT (en FCFA) |
|-------------|--------------------|------------------|--|----------|--------|--------------------|
| 1 | Desktop ALL in One | OS | Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | 90 | | |
| | | Stockage | Disque SSD PCIe® NVMe™ M.2 512 Go | | | |
| | | Processeur | Intel® Core™ i5-1235U (jusqu’à 4,4 GHz avec la technologie Intel® Turbo Boost, mémoire cache L3 12 Mo, 10 cœurs, 12 threads) | | | |
| | | RAM | 8 Go de mémoire RAM DDR4-3200 MHz | | | |
| | | Connectivité | Realtek RTL8822CE 802.11a/b/g/n/ac (2x2) Wi-Fi® et Bluetooth® 5, LAN GbE 10/100/1000 intégré. | | | |
| | | Ecran | Écran Full HD d’une diagonale de 60,5 cm (23,8 pouces) (1920 x 1080), VA, micro-bords sur trois côtés, antireflet, 250 nits, 72 % NTSC | | | |
| Montant HT | | | | | | |
| Montant TVA | | | | | | |
| Montant TTC | | | | | | |
| Montant IR | | | | | | |
| Montant NAP | | | | | | |

Pièce N°9 :

MODELE DE MARCHE



MARCHE N° /M/FEICOM/DG/DMRFDC/SDAS/SMA/2024 DU _____ PASSE APRES APPEL
D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° /AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU _____ POUR LA
FOURNITURE DES ORDINATEURS AU FEICOM.

MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET
D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM) B.P :718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4.561, MIMBOMAN
YDE 4^{ème}, Tél. (237) 222 235 164 -Fax : (237) 222 23 17 59, Site web : www.feicom.cm

TITULAIRE : [INSERER NOM COMPLET], BP : _____, Tél : _____,
Email : _____, N° CONTRIBUTABLE : _____, N° RC : _____;

OBJET DU MARCHE : Fourniture des ordinateurs
LIEU DE LIVRAISON : Direction générale du FEICOM

DELAI DE LIVRAISON : [INSERER]

MONTANT DU MARCHE :

| | |
|-----------------|--|
| Montant HT | |
| TVA (19,25%) | |
| IR X% | |
| Net à percevoir | |
| Montant TTC | |

FINANCEMENT : Budget du FEICOM Exercice 2024, ligne budgétaire : 22-23-00, «matériel informatique »

SOUSCRIT LE : _____

SIGNE LE : _____

NOTIFIE-LE : _____

ENREGISTRE-LE : _____

ENTRE

Le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM),

Ci-après dénommée, « *L'AUTORITE CONTRACTANTE* »

D'une part,

Et : L'entreprise

BP :tél.Fax.....

Sise à

N° RCN° Contribuable

N° compte bancaireChez

Représentée par, Monsieur,

Ci-après désignée le « Cocontractant »

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Chapitre I: Généralités

| | |
|-------------------------|---|
| Article 1 ^{er} | : Objet du Marché. |
| Article 2 | : Procédure de Passation du Marché |
| Article 3 | : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété). |
| Article 4 | : Langue, loi et réglementation applicables |
| Article 5 | : Normes (CCAG Article 3 Complété). |
| Article 6 | : Pièces constitutives du Marché (CCAG Article 9) |
| Article 7 | : Textes généraux applicables |
| Article 8 | : Communication (CCAG Article 6 complété) |
| Article 9 | : Ordres de service (CCAG Article 8). |
| Article 10 | : Matériel et personnel du fournisseur. |

Chapitre II: Clauses Financières.

| | |
|------------|---|
| Article 11 | : Garanties et cautions (CCAG Articles 21 et 40) |
| Article 12 | : Montant du marché |
| Article 13 | : Lieu et mode de paiement (CCAG complété) |
| Article 14 | : Variation des prix (CCAG Article 17) |
| Article 15 | : Formules de révision des prix (CCAG Article 18) |
| Article 16 | : Formules d'actualisation des prix (CCAG Article 18) |
| Article 17 | : Avances (CCAG Article 21) |
| Article 18 | : Paiement (CCAG Article 19 complété) |
| Article 19 | : Intérêts moratoires (CCAG Article 20) |
| Article 20 | : Pénalités de retard (CCAG Article 34 complété) |
| Article 21 | : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 10) |
| Article 22 | : Timbres et enregistrement des Marchés (CCAG Article 11) |

Chapitre III: Exécution des prestations.

| | |
|------------|---|
| Article 23 | : Brevet (CCAG complété).. |
| Article 24 | : Lieu et délai de livraison (CCAG Articles 31 et 33.1). |
| Article 25 | : Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG complété). |
| Article 26 | : Transport et assurances (CCAG Article 31). |
| Article 27 | : Essais et Services Connexes (CCAG Article 28) |
| Article 28 | : Service après-vente et consommables (CCAG Article 14). |

Chapitre IV: Réception.

| | |
|------------|---|
| Article 29 | : Documents à fournir avant la réception technique: (CCAG Article 41 Complété). ... |
| Article 30 | : Réception provisoire (CCAG Articles 40 et 41). |

| | |
|------------|--|
| Article 31 | : Documents à fournir avant la Réception provisoire..... |
| Article 32 | : Délai de garantie (CCAG Article 40 complété) |
| Article 33 | : Réception définitive (CCAG Article 48) |

Chapitre V: Dispositions diverses.

| | |
|--------------------------|---|
| Article 34 | : Résiliation du marché (CCAG Article 57) |
| Article 35 | : Cas de force majeure (CCAG Article 56) |
| Article 36 | : Différends et litiges (CCAG Article 61). |
| Article 37 | : Edition et diffusion du présent Marché |
| Article 38 et dernier | : Entrée en vigueur du Marché. |

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1^{ER} : Objet du Marché

1.3-Objet du marché :

Le présent marché a pour objet la fourniture des ordinateurs du FEICOM suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques du présent Dossier d'Appel d'offres et les quantités définies dans le devis estimatif.

1.4-Consistance de la prestation :

La prestation du présent marché consiste en la fourniture des ordinateurs au FEICOM, sous l'entière responsabilité du Cocontractant. La consistance de la prestation est la suivante : 90 Desktop all in one.

Article 2 : Procédure de Passation du Marché

Le marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert.

Article 3 : Définitions et Attributions

3.2 Définitions générales :

- L'Autorité Contractante est le Directeur Général du FEICOM. A ce titre , il passe le marché, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies au Ministre en charge des Marchés Publics et à l'Organisme de Régulation.
- L'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la réalisation des travaux est le Ministre en charge des Marchés Publics
- Le Maître d'Ouvrage est le Directeur Général du FEICOM. Il représente l'Administration bénéficiaire des prestations ;
- Le Chef de Service du Marché est le Directeur de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (DMRFDC) du FEICOM ;
- L'Ingénieur du Marché est le Chef de la Cellule des Systèmes de l'Information du FEICOM.
- Le Fournisseur est le Cocontractant.

3.2. Nantissement

Le présent marché, conclu conformément aux dispositions du Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics, peut être donné en nantissement sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement des paiements est le Directeur Général du FEICOM ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le Directeur Général du FEICOM
- Le Responsable chargé du paiement est l'Agent Comptable du FEICOM ;
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché est le Chef Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM ;

Article 4 : Langue, Lois et Règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le Français et/ou l'Anglais.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

- 5.1 Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les spécifications Techniques et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par

l'autorité compétente.

- 5.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations du présent marché en prenant en considération la technologie la plus récente.

Article 6 : Pièces Contractuelles Constitutives du Marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité énumérées comme suit :

1. la lettre de soumission du prestataire ou l'acte d'engagement ;
5. la soumission du fournisseur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Spécifications techniques ci-dessous visés ;
6. le Cahier de Clauses Administratives Particulières ;
7. les Spécifications techniques (ST) et/ou le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
8. les éléments propres à la détermination du montant du marché tels que par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires, l'état des prix forfaitaires le détail ou le devis estimatif, la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous détail des prix unitaires ;
9. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures mis en vigueur par l'arrêté N°033/CAB/PM du 13 février 2007.

Article 7 : Textes Généraux applicables au présent Marché

Le présent Marché est soumis aux textes généraux ci-après:

1. l'Acte Uniforme OHADA portant sur le Droit Commercial Général et à toutes les dispositions des textes législatifs et réglementaires non contraires ;
2. La Loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut Général des Etablissements Publics ;
3. Le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) modifié et complété par le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 ;
4. Les dispositions du Décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
5. Le Décret 2005/5155/PM du 30 novembre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale pour la régulation des marchés publics ;
6. Le Décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
7. L'Arrêté n° 33 /CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur les cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics ;
8. Arrêté N°93/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du Dossier d'Appel d'Offres ;
9. La Circulaire n° 00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
10. Circulaire N°00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2024.
11. Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024

Article 8: Communication

- 8.1. Toutes communications au titre du présent Marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après: « Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (**Service des Marchés et Approvisionnements**) du FEICOM : Tél. (237) 222 235 164/Fax :(237) 22 23 17 59Poste 217 BP. 718 YAOUNDE »
 - a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire, Madame/Monsieur le Directeur de..... ;
passé le délai de 15 jours fixés à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au maître d'ouvrage et au chef de services son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie d'Arrondissement de Yaoundé IV, lieu dont relèvent les Prestations.
 - b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire, Monsieur le Directeur Général du FEICOM, avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, au maître d'œuvre, à l'ingénieur, le cas échéant.
 - d. Dans le cas où l'Autorité Contractante est le destinataire : Monsieur le Directeur Général du FEICOM avec

copie adressée dans les mêmes délais, au chef service, à l'ingénieur, au Maître d'œuvre, au cas échéant.

8.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage, avec copie au Chef de Service.

Article 9: Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1. L'ordre de service de livrer les fournitures, est signé par l'Autorité Contractante/Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur, au Maître d'œuvre (le cas échéant) et à l'Organisme Payeur.
- 9.2. Sur proposition du Chef Service du Marché, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés et notifiés par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché.
- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur ou le Maître d'œuvre (le cas échéant).
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant, avec copie au Chef de service, à l'Ingénieur et au Maître d'œuvre.
- 9.5. les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par Maître d'Ouvrage sur proposition du Chef de Service après avis de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant.

Article 10: Matériel et personnel du Fournisseur

- 10.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le fournisseur le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.
- 10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage, dans les dix (10) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Le Maître d'Ouvrage disposera de cinq (05) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 34 ci-dessous ou l'application de pénalités.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

Article 11 : Garanties et Cautions

Le cautionnement définitif est fixé à 3.5% du montant TTC prévu pour ce marché.

Il est constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement sera restitué ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire et remplacée par la retenue de garantie du taux de 10%.

Article 12 : Montant du Marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de (En chiffres) francs CFA toutes taxes comprises(TTC) soit :

- Montant TVA : Francs CFA ;
- Montant de la TVA : Francs CFA ;
- Net à percevoir= HTVA-(TSR et/ou AIR).

Article 13 : Lieu et Mode de Paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement dans le compte n° _____ ouvert au nom du fournisseur à la banque _____.

Article 14 : Variation des Prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 15 : Formules de révision des prix

Non applicable

Article 16 : Formules d'actualisation des prix

Non applicable

Article 17 : Avances

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas une avance de démarrage sur ce Marché.

Article 18 : Paiement

16.1. Le paiement du présent marché se fera sur présentation d'une facture en six (06) exemplaires dont un original timbré accompagné du dossier fiscal complet de la société adjudicataire. Au préalable, la facture devra revêtir le visa du MINMAP.

16.2. Les paiements seront effectués par virement au compte bancaire de la société adjudicataire du marché ouvert dans les livres _____ sous le n° _____.

Article 19 : Intérêts Moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont dus conformément à l'article 168 du Décret n°2018/366 du 20 JUIN 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 20 : Pénalités

A-Pénalités de retard

20.1. Primes

- Aucune prime ne sera versée en cas de livraison avant délai.

20.2. Pénalités

A défaut pour le Cocontractant de terminer les livraisons dans le délai contractuel, il sera appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire versée à l'ARMP à :

- 1/2000^{ème} du montant global du marché de base et de ses avenants éventuels du 1^{er} au 30^{ème} jour ;
- 1/1000^{ème} au-delà du 30^{ème} jour du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

20.3. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

B-Pénalités Spécifiques

Le montant cumulé des pénalités spécifiques est limité à cinq pour cent (5%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

20.5. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- La remise tardive du cautionnement définitif.

Article 21 : Régime Fiscal et Douanier

Conformément au Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 qui définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics, la fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux y compris l'AIR qui constitue un précompte de l'impôt sur les sociétés ;

Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché ;

Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du Code des Impôts.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Article 22 : Timbres et Enregistrement des Marchés

Sept (07) exemplaires originaux du Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant conformément à la réglementation en vigueur, puis cinq (05) exemplaires originaux déposés au FEICOM à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine (Service des Marchés et Approvisionnements).

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 23: Brevet

Le Cocontractant garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 24: Lieu et Délai de livraison

22.1. La livraison des fournitures se fera à la Direction Générale du FEICOM sise à MIMBOMAN - YAOUNDE.

22.2. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Appel d'Offres est de trente (30) jours

22.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

Article 5: Rôles et responsabilités du fournisseur

Le Cocontractant a pour mission d'assurer la fourniture des équipements tels que décrits dans la pièce dans le présent Dossier d'Appel d'Offres suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques du présent Dossier d'Appel d'Offres sous le contrôle de l'Ingénieur du marché et conformément aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

Article 26: Transport et assurances

24.1. Emballage pour le transport

Le Cocontractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le Cocontractant doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

24.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Cocontractant.

Article 27 : Service après-vente et consommables

Le Cocontractant devra mettre à la disposition du FEICOM pendant une période d'un an un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement du matériel qu'il a fourni et un stock suffisant de pièces de rechange.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 28 : Documents à fournir avant la réception technique

Le Cocontractant devra dans un délai de 10 jours au moins avant la réception, transmettre les

documents suivants :

- La copie de la facture décrivant les fournitures, indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
- La notification de la livraison ;

Article 29 : Commission de réception

- La réception des prestations sera faite par la Commission de réception en présence du Représentant du MINMAP (Observateur) et du Cocontractant composé ainsi qu'il suit :

Président : le Directeur Général du FEICOM ou son représentant ;

Rapporteur : le Chef de la Cellule des Systèmes de l'Information ;

Membres :

- Le Directeur de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité du FEICOM ou son représentant ;
- Le Sous-Directeur du Patrimoine et des Moyens Généraux du FEICOM ;
- Le Sous-Directeur des Approvisionnements et des Stocks du FEICOM ;
- Le Chef de services des Marchés et Approvisionnements du FEICOM ;
- Le Chef de service de la Comptabilité-Matières du FEICOM.

Article 30 : Réception provisoire

28.1 La réception des fournitures, objet du présent marché sera effectuée au lieu de livraison indiqué ci-dessus en présence du prestataire.

28.2 Pour éviter toute contestation, le prestataire demandera cette réception par lettre avec accusé de réception, adressée au Directeur Général du FEICOM avant la date à laquelle il estime terminer les livraisons.

28.3 Il sera rédigé un procès-verbal de réception provisoire signé de tous les membres.

Article 31 : Documents à fournir avant la Réception provisoire

Non applicable

Article 32 : Délai de garantie

La durée de garantie est **d'un (01) an** à compter de la date de réception provisoire des matériels.

Article 33 : Réception définitive

La réception définitive s'effectuera dans un délai de maximal de 15 jours à compter de l'expiration du délai de garantie. La procédure est la même que celle de la réception provisoire. La réception définitive marque la fin du marché et libère le cocontractant et le maître d'ouvrage de leurs obligations.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34 : Résiliation du Marché

Le Marché peut être résilié comme prévu par les dispositions du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

12. Retard de plus de dix (10) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de dix (10) jours calendaires ;
13. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
14. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
15. Défaillance du fournisseur ;
 - non-paiement persistant des prestations

Article 35: Cas de force majeure

Le cas de force majeure sera évoqué conformément à la disposition du Code des marchés Publics y

relative et à l'article 56 du CCAG applicable aux Marchés Publics de Fournitures.

Article 36: Différends et Litiges

Les parties conviennent que les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché relèvent des juridictions compétentes.

Toutefois, il sera recherché au préalable un règlement amiable des différends éventuels.

Article 37 : Edition et Diffusion du présent Marché

Sept (07) exemplaires du présent marché seront édités par les soins des Services du Maître d'ouvrage et fournis au cocontractant.

Article 38 dernier: Entrée en Vigueur du Marché

Le présent marché ne deviendra valide qu'après sa signature par le Directeur Général du FEICOM et entrera en vigueur dès sa notification au prestataire.

TITRE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

| N° | Libellé | Caractéristiques | | Quantité | P.U HT | Total HT (en FCFA) |
|--|--------------------------|------------------|---|----------|--------|--------------------|
| 01 | Desktop ALL in One | OS | Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | 90 | | |
| | | Stockage | 512 Go | | | |
| | | Processeur | Intel® Core™ i5 11500T (11ème génération) | | | |
| | | RAM | 8 GB | | | |
| | | Réseau | 802.3, 802.11, Bluetooth | | | |
| | | Ecran | 24 pouces FHD (1920 x 1080), 300 nits, 72% NTSC | | | |
| Total | | | | | | |
| Toutes les alimentation devront être aux normes UE, de plus les systèmes d'exploitations fournis doivent exclusivement être ceux spéfiés dans les TDR, le contractant devra les installer à la livraison du matériel | | | | | | |

TITRE III : BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

| N° | Libellé | Caractéristiques | | Quantité | P.U HT en chiffre | P.U HT en lettre |
|----|--------------------------|------------------|---|----------|-------------------|------------------|
| 1 | Desktop ALL in One | OS | Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | 90 | | |
| | | Stockage | 512 Go | | | |
| | | Processeur | Intel® Core™ i5 11500T (11ème génération) | | | |
| | | RAM | 8 GB | | | |
| | | Réseau | 802.3, 802.11, Bluetooth | | | |
| | | Ecran | 24 pouces FHD (1920 x 1080), 300 nits, 72% NTSC | | | |

TITRE IV : DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF

| N° | Libellé | Caractéristiques | | Quantité | P.U HT | Total HT (en FCFA) |
|-------------|--------------------|------------------|---|----------|--------|--------------------|
| 1 | Desktop ALL in One | OS | Windows 10 Pro (Licence permanente de type MAK) | 90 | | |
| | | Stockage | 512 Go | | | |
| | | Processeur | Intel® Core™ i5 11500T (11ème génération) | | | |
| | | RAM | 8 GB | | | |
| | | Réseau | 802.3, 802.11, Bluetooth | | | |
| | | Ecran | 24 pouces FHD (1920 x 1080), 300 nits, 72% NTSC | | | |
| Montant HT | | | | | | |
| Montant TVA | | | | | | |
| Montant TTC | | | | | | |
| Montant IR | | | | | | |
| Montant NAP | | | | | | |

PAGE ET DERNIERE DU MARCHÉ N° /M/FEICOM/DG/DMRFDC/SDAS/SMA/2024 DU _____ PASSE
APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° /AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU _____ POUR
LA FOURNITURE DES ORDINATEURS AU FEICOM

MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION
INTERCOMMUNALE (FEICOM) B.P :718 Yaoundé, FEICOM , Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4^{ème}, Tél. (237) 222 23
51 64 -Fax : (237) 222 23 17 59, Site web : www.feicom.cm

TITULAIRE : [INSERER NOM COMPLET], BP : _____, Tél : _____, Email : _____
, N° CONTRIBUABLE : _____, N° RC : _____ ;

OBJET DU MARCHÉ : [INSERER]

DELAI DE LIVRAISON : [INSERER]

MONTANT DU MARCHÉ : [A rappeler en Francs CFA, toutes taxes comprises en chiffres et en lettres]

Lu et accepté par le Co contractant,

Yaoundé, le _____

Signé par le Directeur Général du FEICOM

Yaoundé, le _____

Enregistre le :

Yaoundé, le _____

Pièce n°10 : MODELE DES PIECES A UTILISER PAR LE SOUMISSIONNAIRE

Table des modèles

| | |
|--|--|
| Annexe n°1 : Modèle de soumission | |
| Annexen°2 : lettre d'intention de déclaration de soumissionner | |
| Annexe n°3 : Modèle de cautionnement de soumission. | |
| Annexe n°4 : Modèle de cautionnement définitif. | |
| Annexen°5: Modèle d'autorisation du fabricant. | |

Annexe n° 1 : Modèle de soumission

Je, soussigné[indiquer le nom et la qualité du signataire]

représentant la société, l'entreprise ou le groupement(8)..... dont le siège social est à..... inscrite au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier de sous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au Dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs,N° [Rappeler l'objet de l'Appel d'Offres]

- Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'Offre à.....

- [en chiffres et en lettres] Francs CFA Hors TVA, et à

..... Francs CFA Toutes Taxes Comprises.
[en chiffres et en lettres]

- M'engage à livrer les fournitures dans un délai de mois

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours] à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

.....
.....

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de auprès de la banque

..... Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à le

Signature de

en qualité de dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de(9)
.....

(8) Supprimer la mention inutile

(9) Annexer la lettre de pouvoirs

Annexe 2 : MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je soussigné _____

Adresse et localisation : _____

Ayant pris connaissance du contenu de l'Appel d'Offres National Ouvert N° /AONO/FEICOM/ CIPM/ /2024
OUVERT lancé par le FEICOM, confirme par la présente ma soumission.

En foi de quoi, la présente déclaration est faite pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à _____, le _____

(Signature)

Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement de soumission

Organisme financier : _____

Référence de la Caution : N° _____

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ou le prestataire _____, ci-dessous désigné « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du _____ pour [rappeler l'objet de l'appel d'offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous _____ [nom et adresse de la banque], représentée par _____ [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes:

Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité prévue dans le dossier d'appel d'offres ;

Où Si le soumissionnaire, s'étant vu notifié l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pendant la période de validité :

- omet ou refuse de souscrire le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché comme prévu dans ledit marché.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a(ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

Le présent cautionnement est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

Fait à _____, le _____.

[Signature de la banque]

NB : ce cautionnement doit être acquitté à la main par la banque

Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement définitif

Organisme financier : _____

Référence de la Caution : N° _____

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que _____ [nom et adresse du fournisseur ou du prestataire], ci-dessous désigné « le Fournisseur ou du prestataire », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des fournitures et services connexes]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondant, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, _____ [nom et adresse de banque], représentée par _____ [noms des signataires],

ci-dessous désignée « l'organisme financier », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur ou le prestataire n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de _____ [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché. La caution sera libérée dans un délai (indiquer le délai) à compter de la date de réception provisoire des fournitures.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par l'Organisme financier

_____, le _____

[Signature de la banque]

Annexe n° 5 : Modèle d'attestation du fabricant

Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications ci-après. Cette lettre doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigée dans les RPAO.

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]* du : *[insérer les références de l'Appel d'Offres]*
Variante N°. : *[Insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A: Monsieur le Directeur Général du FEICOM, BP 718 Yaoundé, Cameroun.

Je soussigné (nom et adresse complète du fabricant).....

Atteste que la société (nom et adresse complète) est habilitée à commercialiser nos produits (ou le cas échéant) dispose d'un agrément.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes.

Signature

En date du

Jour de

Annexe n°06 : charte d'intégrité

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____.

LE « SOUMISSIONNAIRE »

A
MONSIEUR LE « MAÎTRE D'OUVRAGE »

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultat d'une procédure de même nature ;

1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée pour délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

1.3) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

1.4) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement des impôts selon les dispositions légales ;

1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

1.6) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlées par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;

2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre de services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;

2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

i) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ;

ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision où le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargé des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.
5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- 5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- 5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- 5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.
- 5.5) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
6. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Nom

Signature

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

En date du

jour de

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____

Le « SOUMISSIONNAIRE »

A

MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage »

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 11) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OI) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement en cohérence avec les lois et règlement applicables au Cameroun.
- 2) En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Nom :__

Signature :_____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :__

En date

A. BANQUES

1. Access Bank Cameroun B.P 6000 Yaoundé.
2. Afriland First Bank (AFB) BP 11834 Yaoundé;
3. Bange Bank Cameroun (BANGE CMR° BP.34.692) ;
4. Banque Atlantique du Cameroun (BACM) BP 2933 Douala;
5. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME) BP 12962 Yaoundé;
6. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK) BP 600 Douala;
7. Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC) BP 1925 Douala ;
8. Citi Bank Cameroun (CitibankCameroon) BP 4571 Douala;
9. Commercial Bank of Cameroon (CBC) BP 4004 Douala;
10. Crédit Communautaire d'Afrique Bank (CCA Bank) BP 30388 Yaoundé;
11. Ecobank Cameroon (ECOBANK) BP 582 Douala;
12. National Financial Credit Bank (NFC-BANK) BP 6578 Yaoundé;.
13. Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-CAMEROUN) BP 300 Douala;
14. Société Générale Cameroun (SGC) BP 4042 Douala ;
15. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC) BP 1724 Douala ;
16. Union Bank of Cameroon (UBC) BP 15569 Douala;
17. United Bank for Africa (UBA) BP 2088 Douala;
18. Régionale d'Epargne et de Crédit BP 30145 Douala Cameroun.

B. COMPAGNIES D'ASSURANCES

19. Activa Assurances BP 12970 Douala;
20. AREA Assurances S.A BP 15584 Douala ;
21. Atlantique Assurances S.A BP 173 Douala ;
22. Chanas Assurances Cameroun S.A BP 109 Douala;
23. CPA /SA BP 54 Douala;
24. NSIA Assurance S.A BP 2759 Douala;
25. PRO ASSUR BP 5963 Douala
26. Prudential Beneficial General Insurance S.A BP 2328 Douala;
27. ROYAL ONYX Insurance Cie BP 12230 Douala ;
28. SAAR S.A BP 1011 Douala;
29. SANLAM Assurances Cameroun BP 12125 Douala;
30. Zenith Insurance BP 1540 Douala.